

Veolia veut faire main basse sur son concurrent Suez pour devenir le leader mondial du traitement des eaux, de l'assainissement et des déchets. Un projet contesté par Bertrand Camus, le directeur général de Suez. Si l'opération va à son terme, Veolia propose de céder à [Meridiam](#) les activités françaises de l'eau et de l'assainissement du groupe Suez. Explications avec son directeur général.

Thierry Déau, directeur général de Meridiam. | OUEST-FRANCE

**Vous êtes candidat à la reprise du secteur eau de Suez. [Bertrand Camus, son directeur général, parle d'un projet « aberrant pour Suez et funeste pour la France »](#). Qu'est-ce que vous répondez ?**

C'est un projet que nous voulons conduire avec le management et avec les salariés de Suez qui est une marque formidable. Le sujet n'est pas de faire moins bien mais de **faire mieux** (*on pourrait croire que les actuels opérateurs ne font pas bien alors que l'eau des DSP est la plus chère*), avec eux. Ni la marque ni les gens ne s'en iront. Un centre de recherches comme le CIRSEE est mondialement reconnu. Comme le reste de l'entreprise, nous allons le renforcer, conserver ses brevets, son expertise technique.

**Les salariés de Suez ont débrayé cette semaine et exprimé leurs inquiétudes pour l'emploi. Vous les comprenez ?**

L'emploi sera préservé. On peut même l'augmenter et le **faire monter en compétence** (*encore les agents de Suez ne sont pas compétents, stratégie de rachat ou réalité du terrain*). Et j'irai même plus loin, en recrutant dès la première année 1 000 apprentis. Nous proposons aussi un investissement massif supplémentaire de 800 millions d'euros pour les cinq à sept ans qui viennent.

**Pourquoi ?**

À Meridiam, nous aimons les collectivités locales. Nous ne travaillons qu'avec elles et avec des États. Nous ne fournissons que des services essentiels. Il faut d'abord investir dans l'innovation, la digitalisation pour apporter de la simplification et de la transparence. Il faut aussi trouver des solutions de développement durable pour faire face au changement climatique. **L'eau est une ressource rare. Dans vingt ans, elle pourrait même être un objet de spéculation.** (*il a bien vu la problématique de la ressource et surtout a bien vu l'intérêt de se positionner en leader pour spéculer sur la ressource*) C'est un enjeu de souveraineté. Être un investisseur français de long terme est important dans un tel contexte. [La France est déjà confrontée à des sécheresses](#), des difficultés d'approvisionnement. Il y a des territoires d'outre-mer où il n'y a pas d'eau un tiers du temps. Il faut pouvoir offrir une eau de qualité en maîtrisant les coûts. Or, les investissements ont beaucoup ralenti ces dernières années.

**Vous parlez de Suez ?**

Collectivement, les opérateurs d'eau n'investissent pas assez en France. Nous, notre priorité sera justement la France.

**Pourquoi insistez-vous sur votre relation avec les collectivités locales ?**

Cette relation avec les collectivités locales a été un peu abîmée. Nous pensons qu'il n'y a pas qu'un modèle qui serait le tout concession ou le tout régie. **Nous serons là aux côtés des régies de l'eau**

**pour les aider à investir par exemple dans des sociétés d'économie mixte** (les SEM objet de nombre de procès et qui ne sont pas à l'avantage de l'investisseur Etat). Être présent sur le très long terme permet d'étaler ces investissements. Tout ce travail doit être conduit avec l'État, les agences de bassin, les métropoles et communautés urbaines, les communautés de communes et l'Europe. On change d'échelle. Il faut être à la fois très local et, quand on pense à l'eau ressource, aller au-delà de tout ça.

**Investir massivement c'est augmenter le coût de l'eau ?**

Non. Ce n'est en aucun cas notre projet et je rappelle que le prix de l'eau est fixé localement par chaque collectivité et inscrit dans les contrats. Notre dette devra également être verte et soutenable. On a trop vu de sociétés investies dans le très court terme.

**Vous êtes là pour faire un coup financier ?**

Nous sommes un investisseur industriel spécialisé en infrastructures durables. **Nous sommes par exemple le leader européen de la charge électrique. Avec Evergaz, nous avons aussi bâti le leader européen de la méthanisation en France et en Allemagne. En Guyane, nous construisons une usine de stockage par électrolyse pour faire de l'hydrogène et avoir une pile pour soutenir le réseau pendant les heures de pointe.** Je me définis toujours comme un ingénieur investisseur. J'ai commencé ma carrière dans les métiers de l'eau. Et les employés de Meridiam sont à 90 % des ingénieurs, pas des financiers. C'est notre culture.

**Qu'est-ce qui vous différencie d'autres fonds d'investissement ?**

**Nous sommes une entreprise à mission avec des objectifs très clairs dans le domaine climatique.** Par ailleurs, nous ne sortons pas des entreprises dans lesquelles nous investissons. Nous n'avons jamais vendu un seul actif depuis notre création en 2005. À nos côtés, ce sont des investisseurs français qui seront les plus impliqués dans cette opération. En France, notre plus gros investisseur, c'est la CNP qui gère l'épargne des Français et vient assurer leur souveraineté dans un domaine qui va devenir critique. C'est tout de même mieux que d'investir dans des obligations allemandes à taux négatif.